

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Hauts-de-Seine"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



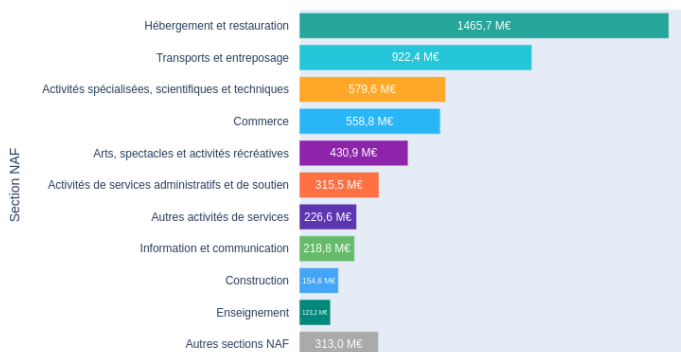
Montant total : 21 310 116 584 euros

Nombre d'aides : 8 092 542

Nombre d'entreprises : 1 995 583

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



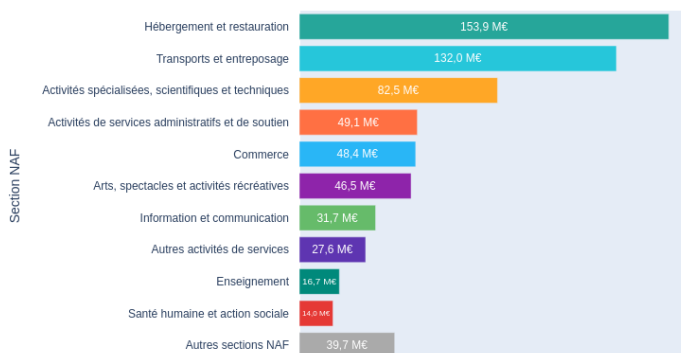
Montant total : 5 309 320 088 euros

Nombre d'aides : 1 930 467

Nombre d'entreprises : 417 021

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 642 146 575 euros

Nombre d'aides : 240 182

Nombre d'entreprises : 50 720



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 134 756 912 919 euros

Nombre de prêts : 662 923

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 50 088 539 792 euros

Nombre de prêts : 140 818

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 12 846 423 812 euros

Nombre de prêts : 16 871



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 428 972 836 euros

Nombre de reports : 112 538

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 135 774 144 euros

Nombre de reports : 16 400

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 248 437 121 euros

Nombre de reports : 2 676



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

Niveau Départemental : Hauts-de-Seine

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 14 568 686 euros

Nombre d'aides : 19 251



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 53 070

Nombre de salariés : 310 525

Heures demandées : 27 609 955